
Comptes rendus

*De l'idéologie monolingue à la doxa
plurilingue : regards pluridisciplinaires,*
Hervé Adami et Virginie André (dir.)

Machteld Meulleman
Université de Reims Champagne-Ardenne, CIRLEP EA 4299

Édité par Hervé Adami et Virginie André de l'université de Lorraine, cet ouvrage annonce sur sa quatrième de couverture qu'il entend « bousculer la nouvelle doxa plurilingue » en analysant d'une part le discours employé dans les documents publiés avec le soutien du Conseil de l'Europe et en évaluant de l'autre les diverses implications des politiques linguistiques et éducatives inspirées de ces textes. Pour cela, les éditeurs ont invité des auteurs confirmés dans ce domaine et de nationalités différentes à participer à ce projet éditorial qui se veut explicitement subversif sur le plan scientifique. Avant de synthétiser chaque contribution individuelle, précisons que les huit contributions ne se présentent pas de façon complémentaire, mais se recoupent volontairement en éclairant certains sujets de plusieurs points de vue dans une approche pluridisciplinaire.

Dans l'introduction (p. 1-5), intitulée « l'hétérodoxie comme facteur d'innovation scientifique », les éditeurs soutiennent que le plurilinguisme constitue à l'heure actuelle l'idéologie dominante tant en sociolinguistique qu'en didactique des langues. Si le plurilinguisme constitue indéniablement une réalité sociolinguistique, bon nombre des innombrables recherches dédiées à cette thématique ne s'appliquent pas à analyser ses multiples réalités, mais à militer en sa faveur en démontrant ses bienfaits politiques et culturels. À propos de l'esprit conformiste et suivistes vis-à-vis de cette doxa ayant mené à des travaux qui se limitent à faire acte d'allégeance publique, les auteurs observent que l'enlisement manifeste de la réflexion scientifique qui en découle risque de causer non seulement une perte de crédibilité de la sociolinguistique et de la didactique des langues mais aussi des décisions politiques et pratiques purement idéologiques dans ce domaine. Par cet ouvrage ils entendent susciter le débat sur ces sujets plutôt qu'une querelle disciplinaire.

La première contribution (p. 7-41) est rédigée en anglais par Philip Riley et s'intitule « *“More languages means more English”: Language death, linguistic sentimentalism and English as a lingua franca* ». Il s'agit d'une contribution qui se donne pour objectif de démêler le discours alarmiste qui règne autour de la disparition des langues, d'une part et autour de l'hégémonie de l'anglais en tant que *lingua franca*, de l'autre. L'attention exagérée portée à la disparition des lan-

gues (notamment par rapport à l'étude de leur apparition) s'inscrit selon l'auteur dans une tendance au sentimentalisme et à l'impérialisme linguistique. Ce dernier courant, en lien avec les études postcoloniales, s'efforce de préserver les « langues en danger » et même de ressusciter celles qui sont déjà éteintes. Aussi l'auteur s'interroge-t-il sur les limites à apporter à cet « acharnement thérapeutique ». En effet, si ces deux objectifs sont généralement considérés comme vertueux, leurs principes sous-jacents et les pratiques sur le terrain auxquelles ils donnent lieu peuvent se révéler paternalistes, voire autoritaires. Ainsi, le principe de « Boundary maintenance » de Fishman (1991) risque paradoxalement de renforcer la ségrégation linguistique et même d'augmenter l'exclusion sociale. Tout comme de Swaan (2004), Riley est convaincu que la sociolinguistique doit se limiter à décrire et analyser les effets de la disparition des langues, en s'abstenant d'intervenir. De plus, les études plurilingues ne devraient pas négliger le fait que la disparition des langues n'est nullement un phénomène récent dû à la globalisation, tout comme l'anglais n'est certainement pas la première *lingua franca* (pensons par exemple à l'akkadien, à l'araméen, au nahuatl, etc.). En accord avec Blommaert (2010), l'auteur plaide pour une sociolinguistique prenant en compte la mobilité dans le temps et dans l'espace, tant d'individus que de pratiques communicatives, et qui abandonne l'idée de langues liées à des nations, stables et clairement délimitées, en faveur d'une sociolinguistique des ressources qui prend en compte les compétences fragmentaires correspondant aux besoins réels. Bref, la sociolinguistique aurait tout intérêt à évoluer du lien entre langue et identité vers celui entre répertoire et identité.

Intitulée « De quoi les études plurilingues sont-elles le nom ? », la deuxième contribution (p. 43-80), signée par Hervé Adami, co-éditeur de l'ouvrage entier, s'intéresse à la question de savoir comment et pourquoi les études plurilingues, que ce soit en sociolinguistique ou en didactique des langues, ne s'occupent pas tant d'analyser le plurilinguisme comme une réalité objective que de le défendre sans jamais le remettre en question. Afin de comprendre comment une telle position minoritaire – rappelons que le plurilinguisme appartenait au camp du mal jusqu'en 1945 – est devenue aujourd'hui largement majoritaire en sociolinguistique, l'auteur propose d'étudier le contexte social, économique et politique de ce retournement axiologique. Ainsi, depuis le déclin du marxisme et sous l'influence des *Cultural Studies*, les questions sociales ont subi un processus de culturalisation, qui fait que les individus ne semblent plus appartenir à des classes sociales mais plutôt à leur « identité culturelle ». En même temps, dans le contexte de la mondialisation capitaliste, où règne la doxa du libre-échange, le plurilinguisme se révèle avant tout un atout pour la compétitivité économique des entreprises. Sur le plan politique, les institutions européennes, s'opposant selon l'auteur aux monolinguisms institutionnels des États-nations, apportent un soutien inconditionnel aux langues des minorités et ainsi aux revendications micro-nationalistes, tout en feignant d'ignorer l'hégémonie progressive de l'anglais comme *lingua franca*. Or, comme l'auteur le fait observer, les études plurilingues n'abordent pas la réalité économique et sociale dans laquelle elles s'inscrivent et sacralisent l'importance de l'identité linguistico-culturelle. Ainsi,

dans un esprit révisionniste révélant la subordination des questions sociales à la protection de la diversité, certaines études plurilingues vont jusqu'à suggérer que l'Empire ottoman était un modèle de coexistence culturelle paisible et tolérant et représentent Henri Grégoire comme le « fossoyeur des patois » (p. 65) alors même qu'il avait pour objectif de bouleverser l'ancien ordre féodal par un accès démocratique à la langue française comme outil d'émancipation. D'autres mythes autour du plurilinguisme concernent sa prétendue nouveauté (contredite par la tendance actuelle à la régression du nombre de langues) et l'idée que le plurilinguisme favoriserait le dialogue interculturel, alors même que des espaces multilingues relativement petits, comme la Belgique et la Suisse, échouent et que les importants flux migratoires actuels en Europe n'ont amené ni un plurilinguisme généralisé ni des pratiques plurilingues effectives, si ce n'est une hégémonie de l'anglais.

La question du décalage entre discours et pratique plurilingues est développée dans la troisième contribution (p. 91-130), intitulée « L'hégémonie de l'anglais en situation de travail : une contrainte inéluctable ? ». Virginie André s'y donne pour objectif d'analyser les conséquences humaines et sociales de la domination de l'anglais comme langue de la mondialisation libérale. Pour cela, elle étudie les conséquences de la domination de l'anglais dans le monde du travail en France. Car, si la loi Toubon stipule que la langue de travail en France est le français, il existe une tendance à basculer vers l'anglais, même là où son usage est injustifié, tant dans le secteur privé que public (recherche et enseignement supérieur, par exemple). Cette immixtion de l'anglais a des conséquences sur la qualité et la quantité des échanges et entraîne en outre de la souffrance au travail. En effet, l'utilisation d'une langue de travail non ou mal maîtrisée, que ce soit la LM ou une LE, pose des problèmes de sécurité (cf. l'affaire des sur-irradiés d'Épinal), mais elle va également de pair avec de la souffrance psychologique au travail, une augmentation du stress et de la discrimination (cf. le déclassement des employés plus âgés). Cette insécurité professionnelle est en outre accentuée par la précarisation de l'emploi qui met en concurrence les salariés qui tendent à se résigner dans ce processus de domination. Or, nombre d'études plurilingues présentent les pratiques « plurilingues » en situation de travail (qui se réduisent dans la pratique à la maîtrise de l'anglais) comme des atouts, sans prêter attention aux contextes sociolinguistiques dans lesquels elles sont inscrites, au rapport de domination qu'elles instaurent entre ceux qui parlent anglais et ceux qui ne le parlent pas, et à l'inégalité d'accès à l'emploi qu'elles entraînent.

Dans la quatrième contribution (p. 131-142), intitulée « Langues minoritaires ou langues de classe ? », Jean-Loup Amselle propose une analyse de l'idéologie qui sous-tend la charte européenne des langues régionales ou minoritaires de 1992. Si l'on applique cette charte au modèle linguistique français, l'on obtient l'image d'une France impérialiste où une langue hégémonique (le français) s'affronte à plusieurs langues minoritaires régionales hexagonales (telles que le basque, le breton, l'alsacien ou l'occitan). Or, comme l'auteur le rappelle, « l'image du rouleau compresseur républicain éradiquant les spécificités locales » (p. 134) ne correspond pas à la réalité historique, car loin d'avoir perpé-

tré un génocide culturel et linguistique initié par l'abbé Grégoire à la Révolution française, ce sont les instituteurs « républicains » qui ont recueilli et mis en formes les langues régionales. Si toutefois impérialisme il y a, il s'agit d'un impérialisme linguistique tout à fait secondaire à celui qui oppose, à l'époque actuelle marquée par la globalisation, l'anglais aux différentes langues nationales de la planète. Ce n'est donc pas la créolisation du français par la pénétration de termes anglais qui risque de porter préjudice à l'avenir du français, mais le fait qu'il n'y a pas d'égalité devant la *lingua franca* qu'est l'anglais. Ainsi, dans la compétition langagière, seule une élite internationale sera capable de pratiquer une alternance codique entre un anglais châtié et sa langue nationale, alors que le citoyen commun en sera réduit à pratiquer le code populaire de sa langue nationale et un bas-anglais décliné de façon différente dans chaque langue, qualifié par l'auteur de « « globish » national respectif » (p. 141).

La cinquième contribution (p. 143-169) est intitulée « Qui sommes-nous ? Pourquoi devrions-nous nous en préoccuper ? ». Il s'agit de la traduction du chapitre 5 du livre *The Trouble with Diversity : How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality* de Walter Benn Michaels (2007), dont est parue, en 2009, une version française *La diversité contre l'égalité* qui ne comporte pas le chapitre en question. L'idée globale que défend l'auteur ici est que l'intérêt porté à la culture (« qui étaient vos ancêtres ? ») permet d'occulter les inégalités socio-économiques entre individus. Ainsi, selon l'auteur, la lutte pour la préservation de la diversité linguistique ne doit pas être interprétée comme une résistance à l'homogénéisation imposée par la globalisation néolibérale, mais il est au contraire dans l'intérêt du néolibéralisme de penser la globalisation en termes de menace de la diversité culturelle plutôt qu'en termes de différences idéologiques et socioéconomiques. En effet, comme les politiques identitaires sont conservatrices, l'attachement croissant aux identités et l'engagement passionné pour la culture permet de compenser une plus grande indifférence aux inégalités sociales et aux idéologies. L'auteur nous rappelle, en outre, que si la disparition des emplois entraîne des victimes réelles, ce n'est pas le cas de la disparition des langues. Ainsi, l'inquiétude face à la disparition de la langue des signes, suite à des améliorations médicales évitant la surdité, semble bien disproportionnée. Par ailleurs, si toutes les langues sont réellement égales, les questions de justice sociale ne peuvent dépendre de la survie de telle ou telle langue humaine.

Dans la sixième contribution (p. 171-218), « L'éducation plurilingue et les « approches plurielles » au service de quoi et au profit de qui ? Histoire d'un désenchantement... », Aline Gohard-Radenkovic, Daiva Jakavonyte-Staškuvienė & Aliya Skakova se demandent à qui profite l'instauration des politiques éducatives promouvant le plurilinguisme. Après avoir étudié l'arsenal terminologique et méthodologique au service des politiques de l'UE et de la mise en œuvre de la « diversité », les auteurs présentent brièvement six approches plurielles, à savoir l'éveil aux langues, les approches interculturelles, la pédagogie de la rencontre, l'intercompréhension entre langues parentes, la didactique intégrée et l'immersion. En s'appuyant sur différentes études de terrain, les auteurs révèlent que la mise en place de ces « approches plurielles » ne prend souvent

pas en compte les spécificités du contexte local, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE. Elles citent l'exemple de la Lituanie et du Kazakhstan, deux sociétés postsocialistes où l'enjeu du respect de la diversité est parfois difficilement conciliable avec celui du maintien de l'unité nationale. Ainsi, la Lituanie, où la didactique intégrée est utilisée dans les écoles minoritaires (polonaises entre autres) pour enseigner le lituanien comme langue véhiculaire nationale, doit faire face à la volonté d'abandonner l'apprentissage du lituanien au profit de celui de l'anglais. Au Kazakhstan, l'imposition d'un trilinguisme officiel (kazakh-russe-anglais) et de l'adoption du CECRL a eu pour conséquence que la diversité de l'offre de langues étrangères a diminué, alors que celles-ci sont très valorisées sur le marché de l'emploi, de sorte que seules les élites favorisées peuvent les apprendre sur le marché privé. De même, en Espagne, la *Ley Orgánica para la Mejora de la Calidad Educativa* a supprimé le caractère obligatoire d'une deuxième langue étrangère dans le secondaire, une mesure accélérant la privatisation et marchandisation de l'offre en langues étrangères, ce qui cause un écart croissant entre les « nantis » et les « démunis de langues ». Selon les auteurs, l'adhésion officielle de ces pays à l'euro-discours autour du respect de la diversité et du plurilinguisme a pour fonction de masquer une réduction drastique de l'offre éducative en langues étrangères autres que l'anglais tout en produisant de nouvelles inégalités sociales. Avant de proposer les approches plurielles comme panacée, il convient donc de mettre en place des didactiques adaptées aux enjeux spécifiques de chaque contexte d'apprentissage spécifique.

La contribution de Bruno Mauer (p. 219-257), intitulée « L'Autobiographie des Rencontres Interculturelles : l'idéologie plurilingue et interculturelle à travers ses modes d'écriture » propose une analyse de l'*Autobiographie de la rencontre interculturelle*, une activité produite et rendue disponible en ligne par la Division des Politiques linguistiques (DPL) du Conseil de l'Europe. L'auteur propose une analyse en trois temps, en s'intéressant d'abord au discours utilisé dans les documents autour de cette activité, puis au contenu desdits documents, avant de s'interroger sur la nature même de l'exercice. L'analyse du discours des extraits accompagnant l'activité met en lumière le recours à des arguments d'autorité, à l'effacement des références, à l'absence d'éléments factuels ou d'étayage argumentatif et à d'autres tournures écartant tout débat, que l'auteur repère comme autant d'éléments indiquant qu'il s'agit d'un document de propagande au service de la diffusion de l'idéologie plurilingue. De l'analyse du contenu, il ressort que la mise en scène narrative de forces antagonistes permet de combattre le monolinguisme et le multiculturalisme et d'y opposer le plurilinguisme et l'interculturel dans une « vision iréniste du plurilinguisme qui n'hésite pas à utiliser les raccourcis historiques et les amalgames pour imposer sa grille de lecture » (p. 225). Finalement, la nature même de l'exercice proposé est analysée comme se situant quelque part entre la pratique de l'examen de conscience catholique et celle de la psychanalyse. Cette mise en avant du savoir être culturel permettrait, selon l'auteur, de véhiculer l'idée que la cohésion sociale repose sur la seule dimension interculturelle en mettant à l'écart les réalités sociales et socioéconomiques comme facteurs essentiels de cette cohésion sociale. Bref, les

documents produits par la DPL n'auraient pas de véritable intention formative mais chercheraient à faire du plurilinguisme le fondement d'un sentiment de citoyenneté européenne.

Yannick Lefranc est l'auteur de la dernière contribution (p. 259-299) intitulée « Plurilinguisme : Diversité inégale ou pluralisme démocratique ? ». Dans la première partie de son texte, l'auteur dénonce le fait que l'idéologie plurilingue officielle va de pair avec une polarisation sociale qui catégorise les individus en classes socio-économiques dominantes et dominées. Ainsi, la reconnaissance scientifique des répertoires « riches et variés » des apprenants, tout en les isolant de leur milieu social, masque le fait que ces répertoires divers ont des valeurs sociales inégales. De même, les discours des didacticiens tendent à représenter les enseignants comme étant incompetents et injustes, dans la mesure où ils seraient insensibles aux variétés linguistiques de leurs apprenants, faisant fi de leurs conditions de travail et de la formation qu'ils ont reçue. Cette négligence des positions socio-économiques des apprenants et des enseignants s'explique par le fait que les chercheurs « confondent faculté de langage potentiel et répertoire plurilingue réel » (p. 269-270). En déconnectant l'apprentissage des réalités sociales et institutionnelles, les discours politiques et scientifiques créent des illusions sur les capacités réelles d'apprentissage des langues. Dans la deuxième partie du texte, l'auteur plaide en faveur d'une réelle démocratisation de l'enseignement des langues en proposant une alter-didactique que l'auteur qualifie de « didactique-fiction ». Celle-ci donnerait à tous accès à l'apprentissage des langues vivantes de prestige en prévoyant le temps nécessaire pour acquérir les connaissances linguistiques avant de mettre en place une évaluation sélective, pour que l'idéologie plurilingue ne continue pas de jouer son rôle d'espérance trompeuse.

Si cet ouvrage adopte une position ouvertement polémique, il présente également la particularité d'offrir une série d'exposés multidisciplinaires très documentés qui éclaireront autant le lecteur débutant que le chercheur confirmé sur le contexte intellectuel, social, économique et politique duquel émergent les études plurilingues. Son questionnement opportun de certaines pratiques scientifiques actuelles qui ne distinguent pas entre savoir scientifique et engagement idéologique ne peut qu'aiguiser l'esprit critique des chercheurs de quelque discipline que ce soit s'intéressant au plurilinguisme, dans une perspective européenne ou extra-européenne, qu'ils soient d'accord ou non avec les analyses proposées.

Œuvres citées

- BLOMMAERT, J. (2010). *The Sociolinguistics of Globalization*. Cambridge: Cambridge University Press.
- DE SWAAN, A. (2004). "Endangered languages, sociolinguistics and linguistic sentimentalism". *European Review*, 12, p. 567-580.
- FISHMAN, J.A. (1991). *Reversing language shift: Theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages*. Clevedon: Multilingual Matters.